

**No. 35764**

---

**France  
and  
China**

**Agreement on cooperation in the field of protection of the environment between the Government of the French Republic and the Government of the People's Republic of China. Peking, 15 May 1997**

**Entry into force:** *15 May 1997 by signature, in accordance with article 11*

**Authentic texts:** *Chinese and French*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 15 June 1999*

---

**France  
et  
Chine**

**Accord de coopération dans le domaine de la protection de l'environnement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine. Pékin, 15 mai 1997**

**Entrée en vigueur :** *15 mai 1997 par signature, conformément à l'article 11*

**Textes authentiques :** *chinois et français*

**Euregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 15 juin 1999*

[ CHINESE TEXT — TEXTE CHINOIS ]

## 法兰西共和国政府和中华人民共和国政府 环境保护合作协定

法兰西共和国政府和中华人民共和国政府(以下简称“双方”),为了进一步发展两国间的友好合作关系,并考虑到一九九二年联合国环境与发展大会所确定的目标和原则以及法中两国政府间所签订的合作协定,愿在环境保护与合理利用自然资源方面进行长期密切的合作,达成协议如下:

### 第 一 条

双方将在平等互利的基础上,实施与开展有关环境保护和合理利用自然资源的双边合作。

### 第 二 条

双方将在以下与环境保护有关的领域开展合作:

- (一)河流流域的综合污染防治;
- (二)大气、水和土壤的污染防治,以及城市与工业废弃物的处置与管理;
- (三)自然保护区的管理及滨海地区和生物多样性的保护;
- (四)节能及无污染或少污染能源的利用;
- (五)清洁生产技术;
- (六)环境教育、培训和宣传;
- (七)环境监测、评价技术及环境质量的预测预报;
- (八)环境保护和自然资源利用的法律、法规、政策,特别是有关的经济刺激和鼓励政策;

(九)双方同意的与保护和改善环境有关的其他领域。

### 第 三 条

双方的合作可通过下述方式进行：

(一)双方共同制订合作计划；

(二)双方专家互访并对所选定的合作项目进行信息和经验等方面的交流；

(三)交换有关环境保护的研究、技术、产业、政策及法律、法规等方面的信息和资料；

(四)实施双方商定的合作计划，包括开展有关合作研究和举办有关环境保护的研讨会、专题讨论会及其他活动；

(五)双方同意的其他合作形式。

### 第 四 条

根据本协议的目的，双方应积极鼓励两国政府机构间和民间团体间，特别是两国工业企业间，在各自国家法律法规允许的前提下进行环境保护及合理利用自然资源等方面的交流与合作。

从本协议下的活动中所获得的、不受知识产权保护的信息，除了出于国家安全或商业、工业秘密考虑而不得透露外，双方的科学界均可获得。

### 第 五 条

负责本协议实施的组织和协调工作的各自政府部门：

法方为法兰西共和国环境部，

中方为中华人民共和国国家环境保护局。

## 第 六 条

(一)为进行与本协定有关事宜的联系,检查与评价本协定的实施情况,制定双方在一定时期内的合作计划,双方负责实施本协定的政府部门在本协定签字之日起三个月内各自指定一名协调员。

(二)根据需要,双方协调员可轮流在法国和中国会面,以便确定未来合作的具体方案。

(三)参加本协定下协调员会议以及其他有关工作会议人员的国际旅费和生活费由派遣方负担,会议组织费用根据对等的原则由接待方负责。

## 第 七 条

本协定下的合作活动应在双方可利用资源的范围内进行。具体合作项目和活动所需的费用应根据双方为此而达成的专门协议分担。

双方愿鼓励寻求旨在实施环境保护合作计划的多边资金。

## 第 八 条

本协定的任何规定不影响双方在已有的双边及多边条约和协定中所享有的权利和承担的义务。

## 第 九 条

经双方同意,可对本协定进行修改。

## 第十 条

双方如果在本协定的解释和实施方面发生争议,且不能通过第五条所指定的政府部门协商解决时,将通过外交途径解决。

## 第十一 条

本协定自签字之日起生效,有效期为五年。除非任何一方在有效期满前六个月以书面形式通知另一方终止本协定,本协定将自动延长五年,并依此法顺延。

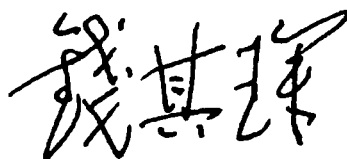
本协定的终止不应影响在本协定下正在实施而在协定终止时尚未完成的计划或项目,除非双方另有约定。

本协定于一九九七年五月十五日在北京签订,一式两份,每份均用法文和中文写成,两种文本同等作准。

法兰西共和国政府  
代 表



中华人民共和国政府  
代 表



[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

ACCORD DE COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION  
DE L'ENVIRONNEMENT ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPU-  
BLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE  
POPULAIRE DE CHINE

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Populaire de Chine (dénommés ci-après "les Parties"), dans le but de développer les relations d'amitié et de coopération entre les deux pays, et prenant en considération les objectifs et principes fixés par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992, se référant aux accords de coopération signés entre les deux gouvernements et désireux de mener une coopération étroite à long terme en matière de protection de l'environnement et d'utilisation rationnelle des ressources naturelles, sont convenus des dispositions suivantes:

*Article premier*

Les Parties mettent en oeuvre et développent leur coopération bilatérale en matière de protection de l'environnement et d'utilisation rationnelle des ressources naturelles sur une base d'égalité et d'avantage mutuel.

*Article 2*

La coopération peut être mise en oeuvre dans les domaines suivants touchant à la protection de l'environnement:

1. la prévention et la lutte contre la pollution des bassins fluviaux;
2. la prévention et la lutte contre la pollution de l'air, des eaux et des sols ainsi que le traitement et la gestion des déchets urbains et industriels;
3. la gestion des zones naturelles protégées, la préservation des zones côtières et de la bio-diversité;
4. l'économie d'énergie et l'utilisation des énergies non polluantes ou moins polluantes;
5. les technologies de production propre;
6. l'éducation, la formation et la sensibilisation du public dans le domaine de l'environnement;
7. les techniques de contrôle et d'évaluation de l'environnement, les pronostics et les prévisions de la qualité de l'environnement;
8. les lois, les règlements, les politiques, en particulier les politiques économiques d'incitation et d'encouragement relatives à la protection de l'environnement et à l'utilisation des ressources naturelles;

9. tout autre domaine relatif à la protection et à l'amélioration de l'environnement déterminé d'un commun accord entre les Parties.

*Article 3*

La coopération dans le cadre du présent Accord peut revêtir les formes suivantes:

1. élaboration en commun de projets de coopération;
2. accueil réciproque d'experts afin de permettre l'échange d'informations et d'expériences sur les thèmes choisis;
3. échange d'informations et de documents sur les recherches, techniques, industries, politiques, lois, règlements et autres domaines relatifs à la protection de l'environnement;
4. exécution des projets de coopération définis et retenus en commun, y compris le développement de recherches conjointes et l'organisation de colloques, de séminaires et d'autres activités, liés à la protection de l'environnement;
5. toute autre forme de coopération convenue par les Parties.

*Article 4*

Conformément aux objectifs du présent Accord, les Parties favorisent activement le rapprochement et la coopération des organismes publics et privés des deux pays, en particulier les échanges et la coopération entre les entreprises industrielles en matière de protection de l'environnement et d'utilisation rationnelle des ressources naturelles dans le cadre des lois et règlements de l'Etat de chacune des parties.

Les informations obtenues dans le cadre des activités menées au titre du présent accord et non protégées par le droit de propriété intellectuelle sont accessibles aux milieux scientifiques des deux parties, à l'exception de celles qui ne peuvent être divulguées pour des motifs de sécurité nationale ou de secret commercial ou "industriel".

*Article 5*

Les administrations chargées de l'organisation et de la coordination dans le cadre de l'application du présent Accord sont:

Pour la Partie française, le Ministère de l'Environnement de la République Française;

Pour la Partie chinoise, l'Agence Nationale pour la Protection de l'Environnement (NEPA) de la République Populaire de Chine.

*Article 6*

1. Pour assurer la liaison dans le cadre du présent Accord, examiner et apprécier son exécution et élaborer un programme de coopération pour une période déterminée, les administrations chargées de l'application du présent Accord des deux Parties désignent respectivement un coordonnateur dans un délai de trois mois à compter de la date de la signature du présent Accord.

2. En cas de besoin, les coordonnateurs des deux Parties pourront se rencontrer, alternativement en France et en Chine, pour déterminer avec précision les orientations de la coopération à venir.

3. Les frais de voyages internationaux et de séjour des participants aux réunions des coordonnateurs et aux autres réunions de travail afférentes au présent accord sont supportés par la partie d'envoi, tandis que les frais d'organisation de ces réunions sont supportés par la partie d'accueil selon le principe de réciprocité.

*Article 7*

Les activités de coopération dans le cadre du présent accord se déroulent dans la limite des moyens disponibles de chacune des Parties. Les frais afférents aux projets et activités de coopération seront répartis entre les deux Parties conformément aux accords spécifiques qui seront conclus à cet effet.

Les parties entendent encourager la recherche de financements multilatéraux pour permettre la mise en oeuvre de projets de coopération en matière de protection de l'environnement.

*Article 8*

Les dispositions du présent accord n'affectent pas les droits et obligations des Parties découlant d'autres traités et accords bilatéraux et multilatéraux auxquels elles sont parties.

*Article 9*

Le présent accord peut être amendé d'un commun accord des deux Parties.

*Article 10*

Les différends portant sur l'interprétation ou l'application du présent Accord qui n'auront pu être réglés par les administrations visées à l'Article 5 après consultation, seront résolus par voie diplomatique.

*Article 11*

Le présent accord entre en vigueur à la date de sa signature. Il est conclu pour une durée de cinq ans et sera ensuite prorogé par tacite reconduction pour une nouvelle période de cinq ans, et ainsi de suite, sauf si l'une des Parties notifie à l'autre Partie, par écrit et avec un préavis de six mois avant l'expiration de la période de validité en cours, sa décision de le dénoncer.

La dénonciation du présent accord, à moins que les Parties n'en conviennent autrement n'affecte pas les programmes ou projets en cours d'exécution au titre de cet accord et qui n'auront pas été réalisés.



Fait à Pékin, le 15 mai 1997, en double exemplaire, chacun en langues française et chinoise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Française :

HERVÉ DE CHARETTE

Pour le Gouvernement de la République Populaire de Chine :

QIAN QICHEN

[TRANSLATION - TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH  
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE PEOPLE'S REPUBLIC  
OF CHINA ON COOPERATION IN ENVIRONMENTAL PROTECTION

The Government of the French Republic and the Government of the People's Republic of China (hereinafter referred to as "the Parties"), with the purpose of developing friendly and cooperative relations between the two countries and taking into consideration the purposes and principles adopted by the 1992 United Nations Conference on Environment and Development, recalling the cooperation agreements concluded between the two Governments and seeking to pursue close cooperation over the long term with respect to environmental protection and rational utilization of natural resources, have agreed as follows:

*Article 1*

The Parties shall undertake and develop bilateral cooperation with respect to environmental protection and rational utilization of natural resources on a basis of equity and mutual advantage.

*Article 2*

Cooperation may be undertaken in the following areas related to environmental protection:

1. Prevention and control of river basin pollution;
2. Prevention and control of air, water and soil pollution as well as treatment and management of urban and industrial waste;
3. Management of protected natural areas, preservation of coastal areas and of bio-diversity;
4. Energy saving and use of energies which are non-polluting or less polluting;
5. Clean manufacturing technologies;
6. Education, training and sensitization of the public in environmental matters;
7. Environmental control and evaluation techniques, environmental quality prognoses and forecasts;
8. Laws, regulations and policies, in particular economic incentive policies in respect of environmental protection and utilization of natural resources;
9. Any other matter relating to the protection and improvement of the environment to be jointly agreed between the Parties.

*Article 3*

Cooperation within the framework of this Agreement may take the following forms:

1. Joint elaboration of cooperation projects;
2. Reciprocal hosting of experts in order to permit the exchange of information and experience on selected topics;
3. Exchange of information and documents on research, techniques, industries, policies, laws, regulations and other matters relating to environmental protection;
4. Implementation of cooperation projects that have been jointly defined and agreed, including development of joint research and organization of colloquia, seminars and other activities connected with environmental protection;
5. Any other form of cooperation agreed upon by the Parties.

*Article 4*

In accordance with the purposes of this Agreement, the Parties shall actively promote harmonious relations and cooperation between public and private bodies in the two countries, in particular exchanges and cooperation between industrial enterprises concerning environmental protection and rational utilization of natural resources pursuant to the public laws and regulations of each Party.

This information obtained in connection with the activities carried out under this Agreement which is not protected by intellectual property rights, other than information which may not be disclosed for reasons of national security or commercial or industrial confidentiality, may be made available to the scientific community of each of the Parties.

*Article 5*

The authorities responsible for organization and coordination in respect of the application of this Agreement shall be:

For the French Republic, the Ministry of the Environment;

For the People's Republic of China, the National Environmental Protection Agency (NEPA).

*Article 6*

1. In order to provide liaison within the framework of this Agreement, to study and assess its implementation and to elaborate a programme of cooperation for a specified period, the authorities of each of the two Parties responsible for the implementation of this Agreement shall designate a coordinator within three months of the date of signature of this Agreement.

2. The coordinators of the two Parties may meet as necessary, alternately in France and in China, in order to determine the precise areas of future cooperation.

3. The international travel and subsistence costs of participants in the meetings of coordinators and other work-related meetings connected with this Agreement shall be borne by the sending Party, while the organizational costs of such meetings shall be borne by the receiving Party, according to the principle of reciprocity.

*Article 7*

Cooperation activities within the framework of this Agreement shall take place within the limits of the resources available to each Party. The costs connected with cooperation projects and activities shall be divided between the two Parties in accordance with specific agreements to be concluded to that end.

The Parties intend to encourage the identification of multilateral funding to permit the implementation of cooperation projects in the area of environmental protection.

*Article 8*

The provisions of this Agreement shall not affect the rights and obligations of the Parties arising from other treaties and bilateral and multilateral agreements to which they are parties.

*Article 9*

This Agreement may be amended by agreement between the two Parties.

*Article 10*

Disputes relating to the interpretation or application of this Agreement which cannot be resolved by the authorities referred to in article 5 shall, after consultation, be settled through the diplomatic channel.

*Article 11*

This Agreement shall enter into force on the date of its signature. It shall be concluded for a period of five years and shall then be automatically renewed for further periods of five years unless either Party notifies the other Party in writing, six months in advance of the expiry of the current period of validity, of its decision to denounce it.

Unless otherwise agreed between the Parties, denunciation of this Agreement shall not affect the programmes or projects currently being implemented under this Agreement which have not been completed.

Done at Beijing, on 15 May 1997, in two copies, each in the French and Chinese languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

HERVÉ DE CHARETTE

For the Government of the People's Republic of China:

QIAN QICHEN